



Gare d'Eymoutiers (Haute-Vienne) - Printemps 2009

Pour la petite histoire

le graffiti fait dans la nuit du 13 mars 2009 après un énième refus de libération de Julien est resté très longtemps sur ce mur.

Il a été effacé courant juillet et le mur d'un seul coup redevenu hyper propre était bien tentant...

Du coup la semaine dernière un nouveau graffiti est venu s'y coller :

«**Merci à celles et à ceux qui résistent...**»

Je pense que sur ce mur commence une longue histoire !

MICHEL LULEK (9 Août 2009)

rendez-vous

septembre

vendredi 11

Projection du film *Rue Santa Fe* de CARMEN CASTILLO (2007 - 160')
20h - cinéma le Palace - Tulle

mardi 22

Projection du film *Les dormants* de PIERRE-YVES VANDEWEERD (2008 - 60')
21h - cinéma le Palace - Tulle
séance en présence du réalisateur

édito

« On dit d'un fleuve
emportant tout qu'il est violent,
mais on ne dit jamais rien
de la violence des rives
qui l'enserrent »

BERTOLD BRECHT

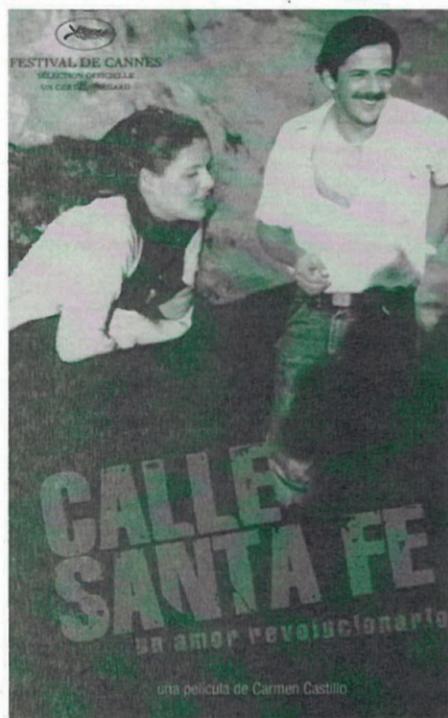
cinéma documentaire

L'autre 11 septembre...Chili, 1973

Non, le 11 septembre n'évoque pas pour nous seulement les tours du World Trade Center de New-York, mais aussi le rêve brisé du peuple chilien par le putsch du Général PINOCHET le 11 septembre 1973. C'est pour cette raison que nous vous proposons de nous retrouver ce 11 septembre pour regarder ensemble le très beau film de CARMEN CASTILLO *Rue Santa Fe*.

Rue Santa Fe de CARMEN CASTILLO (2006 - 160')

vendredi 11 - 20h - cinéma le Palace - Tulle



Rue Santa Fe, le 5 octobre 1974, dans les faubourgs de Santiago du Chili, CARMEN CASTILLO est blessée et son compagnon, MIGUEL ENRIQUEZ, chef du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) et de la résistance contre la dictature de PINOCHET, meurt au combat. C'est le point de départ de *Rue Santa Fe*, voyage sur les lieux du présent. Tous ces actes de résistance valaient-ils la peine? Miguel est-il mort pour rien? Au fil des rencontres, avec la famille, les voisins de la rue Santa Fe, les camarades, leurs vies, leurs visages, CARMEN CASTILLO parcourt un chemin, qui va de la clandestinité à l'exil, des jours lumineux d'ALLENDE aux longues années sombres de la dictature, avec tous ceux qui ont résisté à cette époque et ceux qui résistent encore aujourd'hui. Se tisse l'histoire d'une génération de révolutionnaires et celle d'un pays brisé. La quête du sens de ces vies engagées nous conduira dans les sous-sols d'un pays amnésique où les morts ne sont pourtant pas morts et où les jeunes inventent, une nouvelle fois, un rêve.

Miguel Enriquez. Neurologue brillant, il quitte son métier en 1969, quand le mouvement populaire grandissant le mène à passer un temps dans la clandestinité. Sous sa direction, le MIR ne s'enfermera jamais dans le cercle de la violence et, en 1970, surprendra amis et alliés en appelant à voter pour ALLENDE. MIGUEL était très proche d'ALLENDE.

Le 11 septembre 1973, avant de se suicider, le Président lui envoie un message : « *Maintenant, c'est à toi de jouer Miguel* ». Une fois la machine à tuer de la dictature de PINOCHET en marche, MIGUEL décide de rester dans le pays, clandestin, et d'organiser la Résistance. « *Le peuple ne peut pas se réfugier en masse dans les ambassades, alors, nous, on ne s'exile pas* ». Il n'y avait rien de sacrificiel en lui, il aimait la vie et la vie l'aimait.

L'humour, l'amitié, une pensée ouverte, iconoclaste, inventive, il parlait à toute vitesse, charismatique et drôle, on le suivait dans un éclat de rire. Il meurt au combat le 5 octobre 1974. Il aurait pu s'enfuir, mais il est resté auprès de sa femme enceinte. Il avait 30 ans.

Carmen Castillo. Historienne, dirigeante elle aussi du MIR. Travaille à la Moneda auprès du président ALLENDE en 1970. Après le coup d'Etat militaire, elle vit dans la clandestinité avec son compagnon, MIGUEL ENRIQUEZ et leur petite fille de 4 ans. Après la prise d'assaut de la maison par les militaires et la mort de MIGUEL, elle est emprisonnée alors qu'elle est blessée et enceinte. elle perd son enfant en prison et est expulsée du pays.

« *Réfugiée politique, je me suis finalement installée en France parce qu'il y avait justement une fraternité immédiate, celle du combat contre le fascisme. Les résistants au nazisme en Europe avaient vécu comme nous, les militants le racontent dans le film, dans la clandestinité, une lutte armée inégale en force, avec la torture, la mort, les risques et l'éloignement des enfants, mais aussi la solidarité, le bonheur, l'amitié. Ici et là-bas, ils étaient portés par des convictions et la certitude de vaincre. Notre expérience, je l'ai partagée avec des amies rencontrées en exil et des femmes résistantes de l'époque de la guerre. Elles m'ont aussi aidée à traverser la défaite et à mener sans complaisance une réflexion sur les armes et la violence. Ainsi, j'ai réussi à dépasser le statut de 'veuve du héros'.* »

Elle écrit, réalise des films documentaires. Après la fin de la dictature en 1990, le Chili reste pour elle hostile. C'est après l'écriture et le travail du film *Calle Santa Fe* qu'elle vit maintenant en partie en France et en partie au Chili.

11 septembre 1973, au Chili.

L'armée, appuyée par la CIA, cerne le palais présidentiel à Santiago, la capitale. A l'intérieur, le président démocratiquement élu, SALVADOR ALLENDE, refuse de se rendre. Il se bat jusqu'au bout et finit par se donner la mort. Le général PINOCHET prend alors le pouvoir. Il reçoit les félicitations du secrétaire d'Etat américain, HENRY KISSINGER. Plus de 3000 personnes sont assassinées pendant les 17 ans que dure la dictature.

Ce coup d'Etat symbolise l'imposition par la force du modèle néolibéral en Amérique Latine. Les mouvements guévaristes et marxistes sont écrasés. Des dictatures militaires se mettent en place, avec le soutien des Etats-Unis. Les méthodes de déstabilisation et de propagande développées au Chili continuent d'être utilisées dans de très nombreux pays. Par son ampleur, par sa dramaturgie, la journée du 11 septembre 1973 constitue l'un des actes fondateurs de l'impérialisme américain.



Les Dormants de PIERRE-YVES VANDEWEERD (2008 - 60')

mardi 22 - 21h - cinéma le Palace - Tulle
projection en présence du réalisateur

Les quatre récits qui habitent ce film nous entraînent de la Belgique aux rives du fleuve Sénégal, des Ardennes françaises aux montagnes du Sahara occidental.

Ils ont pour point commun de nous guider à la rencontre de dormants. Des hommes et des femmes évoluant entre deux mondes, celui des absents et celui des vivants, entre deux états, celui de l'éveil et celui du sommeil.



Dans chacune de ces histoires réside un mystère libéré de toute croyance, de toute philosophie, de toute tentative d'explication. Un mystère capable de réenchanter le réel.

Note d'intention du réalisateur

« La vieille dame est ma grand-mère. J'avais l'habitude de lui rendre visite à son domicile. Elle me racontait son quotidien et je l'écoutais. Un jour, notre manière d'être l'un à l'autre s'est modifiée. Alors que je lui parlais, elle demeurait immobile, comme égarée dans ses pensées. J'ai alors compris que les choses ne seraient plus jamais pareilles. Je continuerais à lui rendre visite. Elle serait là, consciente de ma présence, mais en même temps absente. Les semaines qui ont suivi, je suis revenu avec une caméra super 8 mm. J'avais décidé de la filmer. [...] Durant ces trois années où la matière vive d'un film à venir était en train de naître, un événement important dans mon existence est survenu. J'allais devenir père pour la seconde fois, d'une petite fille. Pour avoir observé mon premier enfant, je savais que les êtres en bas âge et ceux qui sont très âgés se ressemblent. Ils vivent dans un autre monde que le nôtre, dans une forme d'absence, ils ont le même regard, comme s'ils voyaient ce qui nous est imperceptible. J'ai alors décidé de filmer ma fille durant la pé-

« Pour avoir observé mon premier enfant, je savais que les êtres en bas âge et ceux qui sont très âgés se ressemblent.

« Ils vivent dans un autre monde que le nôtre, dans une forme d'absence, ils ont le même regard, comme s'ils voyaient ce qui nous est imperceptible. »

riode qui a précédé sa naissance, durant l'accouchement de sa mère, durant les premières semaines qui ont suivi sa venue parmi nous. Autant d'images et de sons, de points de rencontres entre une arrière grand-mère et son arrière petite-fille, habitées par un même état, par un même rapport de proximité et d'éloignement au monde.

Après la mort de ma grand-mère, au vide a succédé le désir de donner un prolongement à ces images. Un besoin de continuer à filmer

pour faire naître le souvenir, pour essayer de faire survivre la présence à l'absence. J'ai alors choisi de partir comme on part en voyage, en périple. Sans scénario,

sans idée arrêtée, sans producteur. Partir pour me laisser glisser entre deux mondes, celui où j'habite aujourd'hui, la Belgique, et celui où je vis, cette partie de l'Afrique à partir de laquelle j'ai réalisé la plupart de mes films. Partir pour rencontrer d'autres lieux, d'autres personnes, d'autres histoires qui témoignent d'un imaginaire capable de faire le lien avec les absents, de réenchanter le réel. »

Un film en tournée à travers la France



Les dormants ne repose pas sur un discours narratif mais plutôt sensoriel. Il propose une perte de repères, aussi bien de la géographie que du temps, et plus le film avance, plus les limites s'effritent. Imprégné de cette nouvelle manière d'écrire et de réaliser, PIERRE-YVES VANDEWEERD souhaite accompagner son film et les spectateurs, de salle en salle.

A l'instar des troupes de théâtre itinérantes, PIERRE-YVES prolonge et aboutit cette expérience de cinéma en cheminant avec le film à

travers la France puis la Belgique. L'envie de dresser un pont avec le temps des ciné-clubs et de renouer avec une manière engagée de faire du cinéma sous-tend cette tournée.

Tout au long des mois de septembre et octobre 2009, des séances sont organisées, avec l'aide des salles et des associations accueillant le film et le cinéaste pour une soirée de cinéma et de rencontre. Paris, Montpellier, Perpignan, Aurillac, Lyon, Strasbourg et Tulle.

Le réalisateur

PIERRE-YVES VANDEWEERD est né en Belgique en 1969. Après des études de journalisme et d'anthropologie & civilisations africaines, il a enseigné, jusqu'en 2003 à la Faculté de Philosophie de l'Université Libre de Belgique. Il est fondateur et co-directeur du festival *Filmer à tout prix* à Bruxelles, un des meilleurs festival(s) de films documentaire en Europe. Il est aussi chargé de cours et de projet au Media Centre de Dakar où il développe, dans le cadre de la coopération bilatérale entre la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et le Sénégal, une résidence annuelle d'écriture et de réalisation documentaire destinée à des jeunes cinéastes sénégalais.



Ses films

Ils ont été, pour la plupart, tournés en Afrique : en Mauritanie (Némadis, des années sans nouvelles - 2000 / Racines lointaines - 2002 / Le Cercle des noyés - 2007), au Soudan (Closed district - 2004), au Congo (Sida d'ici et de là-bas - 1998).

violence ordinaire en Israël

Ahlam Shibli ⁽¹⁾ vit à Haïfa, dans le quartier de Hallisa, elle vient de nous communiquer le récit suivant de tentatives d'expulsions de familles palestiniennes de son quartier. Un exemple concret des manoeuvres quotidiennes dont sont victimes les palestiniens. La violence à leur égard ne prend pas toujours le visage d'une répression massive comme à Gaza ou en Cisjordanie mais plus insidieuse, un empoisonnement permanent de la vie quotidienne.



Le quartier d'Hallisa à Haïfa (Israël)

Hallisa est un quartier pauvre situé à l'Est d'Haïfa, en Israël. Il a été construit dans les années 30 et 40. Un quartier arabe au temps de l'occupation britannique. En 1948 au moment de la naqba, presque tous les habitants d'Hallisa, comme presque tous les 70 000 habitants arabes de Haïfa ont été forcés à l'exil. Par la « loi de l'absence » israélienne, leur propriété a été transférée à l'Etat, même si certains d'entre eux se sont installés dans d'autres lieux en tant que citoyens israéliens.

Après 1948, de nouveaux émigrants juifs ont été installés à Hallisa, nombre d'entre eux comme « locataires protégés », payant initialement un pas de porte pour avoir le droit de vivre là-bas, et payant ensuite un très faible loyer mensuel. Après des années de négligence, Hallisa s'est trouvé dans un état déplorable et a acquis une réputation de quartier pauvre.

Dans les années 70 et 80, de nombreux habitants arabes commencent à louer des appartements à Hallisa, la plupart d'entre eux sont des réfugiés, déplacés des villages et des villes détruites en 1948. Aujourd'hui, la majorité de la population de Hallisa est arabe et forme une communauté très liée. La communauté juive d'Hallisa est très hétéroclite, elle se compose de personnes âgées restées là lorsque leurs familles sont parties vers de meilleurs quartiers, d'émigrants russes et éthiopiens pour certains.

Il y a environ 20 ans, les locataires protégés ont découvert que les personnes qui louaient les maisons et collectaient le loyer n'étaient pas enregistrées comme les propriétaires de ces immeubles. Aussi, ils refusèrent de payer leur loyer jusqu'à ce que les prétendus propriétaires puissent prouver leurs dires et leurs possessions. Un des prétendus propriétaires mène désormais campagne contre les locataires. La plupart d'entre eux ont perdu leurs procès au tribunal. D'autres ont accepté d'abandonner les poursuites en échange d'un abandon de leur statut de locataires protégés, afin de rester dans leurs maisons mais en tant que simples locataires, sans aucune protection légale.

En février 2009, la famille Abu Shamla, père et mère de 9 enfants a été expulsée de force de chez elle. Tout le quartier d'Hallisa a été quadrillé par un énorme effectif d'environ 230 policiers et forces spéciales. Quelques assaillants cagoulés ont battu les membres de la famille sans aucune sommation et les ont traînés jusqu'au fourgon de police. Tous leurs effets personnels, y compris les médicaments du père pour ses problèmes cardiaques, les sacs d'école des enfants, les livres, les vêtements ont été remis par le procureur au « propriétaire ».

Après le choc de cette expulsion brutale, un comité populaire s'est organisé pour essayer de restaurer les droits des locataires et d'éviter de nouvelles expulsions. Le comité a suggéré un plan de travail permettant aux locataires de racheter la propriété de leur maison (si le problème de qui possède la propriété était résolu), comme le préconise la politique de l'Etat pour la majorité des locataires protégés aujourd'hui.

Mais dernièrement, le prétendu propriétaire a fait savoir aux négociateurs qu'il ne souhaitait plus aboutir à une solution amiable. Il a dit se préparer à expulser très prochainement 5 familles avec l'aide des forces de police. Il a également signalé que pour éviter que les familles ne retournent dans leurs maisons, il allait installer à leur place des familles juives. Si l'on considère que Hallisa est le quartier le plus pauvre d'Haïfa, que les maisons en question sont en très mauvais état, les seules personnes qui pourraient accepter de venir vivre à la place des familles expulsées ne pourraient être que des fauteurs de trouble professionnels.⁽²⁾

Jusqu'à maintenant, les arabes et les juifs de Hallisa subissaient ensemble les tourments de la pauvreté, de la négligence et de la discrimination. Le plan de ré-occupation des lieux est une provocation destinée à créer un lieu de friction et de haine constant.

Le comité populaire considère ceci comme une menace faite à tout le quartier d'Hallisa et à la communauté arabe d'Haïfa dans son ensemble, et comme un danger pour les relations fragiles entre les juifs et les arabes de la ville.

(1) Ahlam Shibli, photographe palestinienne, a passé plusieurs mois à Tulle en 2008 et 2009 en résidence d'artiste. Elle prépare une exposition pour le printemps 2010 qui aura lieu au château de Sédières.

(2) Ahlam Shibli nous a indiqué que les futurs locataires, qui deviendraient ses voisins, seraient certainement d'ex-colons extrémistes de Gaza.

De l'éducation populaire à la domestication par la « culture »

Il y a cinquante ans, le général DE GAULLE présidait à la création du ministère des affaires culturelles. La naissance de cette institution a précipité le déclin d'un autre projet, à présent méconnu : l'éducation politique des jeunes adultes, conçue dans l'immédiat après-guerre comme un outil d'émancipation humaine. Pour ses initiateurs, culture devait rimer avec égalité et universalité.

Par Franck Lepage

En France, quand on prononce le mot « culture », chacun comprend « art » et plus précisément « art contemporain ». Le mot Culture, avec son singulier et sa majuscule, suscite une religiosité appuyée sur ce nouveau sacré, l'art, essence supérieure incarnée par quelques individus eux-mêmes touchés par une grâce - les « vrais » artistes. La population, elle, est invitée à contempler le mystère.

Entamée dès les années 1960 sous l'égide du ministère des affaires culturelles, la réduction de la culture à l'art représente une catastrophe intellectuelle pour tout homme ou toute femme de progrès. Si « culture » ne veut plus dire qu'« art », alors ni l'action syndicale, ni les luttes des minorités, ni le féminisme, ni l'histoire, ni les métiers, ni la paysannerie, ni l'explication économique, etc., ne font plus partie de la culture. Entre cette dernière et la politique s'instaure un rapport d'exclusion. Et la gauche a un problème. Tel n'a pas toujours été le cas. Il fut un temps - pas si éloigné - où un petit groupe de militants nichés au cœur des institutions françaises tentait de faire rimer culture - populaire - et politique.

En 1944, un paquebot fait route tous feux éteints vers la France. A son bord, une jeune femme. Cinquante ans plus tard, elle se rappelle : « *Ma prise de conscience date de 1942 et de la promulgation des lois antijuives par l'Etat français. J'étais alors professeure de lettres au lycée de jeunes filles d'Oran, en Algérie. J'ai été totalement choquée par la tranquillité avec laquelle ces lois antisémites ont été acceptées et mises en œuvre par mes collègues.* » La vénérable dame de 86 ans qui nous livre ses souvenirs, ce jour de 1994, se nomme CHRISTIANE FAURE. Elle repose désormais au cimetière de Lourmarin (Vaucluse) à côté de sa sœur et de son beau-frère, ALBERT CAMUS.

Elle raconte comment les noms juifs sont rayés à l'encre rouge ; comment ses élèves quittent l'établissement, leur blouse sous le bras. Mlle FAURE organise alors des cours clandestins de préparation au baccalauréat. L'affaire s'ébruite ; on la menace ; elle persiste. Après le débarquement d'Algérie en novembre 1942, l'enseignante intègre le Gouvernement provisoire d'Alger dans le « service des colonies », dirigé par RENÉ CAPITANT, ministre de l'éducation nationale. Ce dernier est chargé de remettre les textes officiels sur leurs pieds républicains. En 1944, Mlle FAURE regagne la France avec le Gouvernement provisoire.

« *CAPITANT nous a réunis pour nous annoncer que JEAN GUÉHENNO créait un service d'éducation des adultes - un "bureau de l'éducation populaire" - et a demandé qui voulait s'en charger. J'ai levé la main à la surprise générale.* » Dégoûtée de l'éducation nationale, Mlle FAURE ne veut plus enseigner aux enfants. « *La "laïcité" [à prendre ici au sens de « neutralité politique »] imposée aux enseignants ne me convenait plus. Elle empêchait toute explication franche, directe, c'est-à-dire politique, avec la jeunesse. La laïcité devenait une religion qui isolait comme les autres. Dans un cadre d'éducation des adultes, il me semblait qu'on pourrait dire tout ce qu'on voudrait. D'où mon choix pour l'éducation populaire : cadre neuf, cadre libre, où pourrait se développer l'esprit critique.* » GUÉHENNO en est le garant. Ouvrier devenu professeur à Louis-le-Grand puis écrivain à force d'étudier, ce résistant conçoit sa mission comme un sacerdoce. Il s'agit « *d'élever au plan de l'enseignement ce qui était livré aux propagandes, la formation des citoyens* ». (Le Figaro, 2 mai 1952.)

**« En vain toutes les chaînes
auraient été brisées »**

A la Libération, les horreurs de la seconde guerre mondiale ont remis au goût du jour cette idée simple : la démocratie ne tombe pas du ciel, elle s'apprend et s'enseigne. Pour être durable, elle

des hommes et des femmes est une société meilleure qu'une société qui ne la décrète pas. La tolérance de l'excision est en revanche « culturelle » : elle revendique la reconnaissance d'une culture qu'une autre culture ne peut juger de l'« extérieur ».

Il y a désormais en France une culture officielle, une esthétique certifiée conforme, celle des scènes nationales de théâtre, par exemple, aux mises en scène interchangeableables. Elle vise paradoxalement à manifester en tous lieux la liberté d'expression, pour peu que celle-ci ne désigne aucun rapport social réel, n'entraîne aucune conséquence fâcheuse et soit littéralement sans objet. Provocations adolescentes, esthétique ludico-décadente, citations ironiques ⁽⁸⁾... On s'y ennuie ferme, mais on y applaudit fort ! En même temps qu'il dépolitise, l'entretien du culte de la « culture » contribue à domestiquer les classes moyennes cultivées en réaffirmant la frontière qui les sépare des classes populaires.

Ainsi du visiteur qui, au milieu des années 1990, pénétrait dans telle Maison de la culture du Nord pour y découvrir une interminable rangée de bidons remplis d'eau alignés contre un mur et surmontés d'une petite photographie indiquant la provenance du liquide. Face à l'« œuvre », trois attitudes fréquentes. Un familier de l'art contemporain disposant des outils culturels adéquats pourra admirer le « dispositif ». Un profane dépossédé de ces ressources se révoltera contre une « supercherie », se dira qu'il peut en faire autant, maudira tous les artistes et éprouvera un sentiment d'infériorité sociale. Entre les deux, le visiteur imprégné de « bonne volonté culturelle » se convaincra qu'il y a là une « démarche », une « intention », quelque chose de supérieur qu'il convient d'apprécier - acquiescement soumis qui signe son appartenance aux classes moyennes cultivées.

Pareille imposition n'est pas sans conséquence, surtout en ces moments de crise économique où le basculement des classes moyennes du côté des classes populaires plutôt que vers les dominants représente un enjeu politique important. Le dressage « culturel » sert cette deuxième option. C'est pourquoi un programme réellement de gauche devrait se démarquer du concept de culture pour soutenir celui d'éducation populaire.

Les fédérations labellisées « d'éducation populaire » en sont loin ⁽⁹⁾. Embrigadées dès le début des années 1980 dans les innombrables dispositifs de traitement social des populations dites « en difficulté », combien d'entre elles administrent, en échange de subventions, des programmes de « mobilité des jeunes », d'« éducation tout au long de la vie », de « défi-jeunes » et autres apprentissages de la flexibilité et de l'esprit d'entreprise, pendant que d'autres, engagées dans la « politique de la ville », œuvrent à l'« insertion » des classes populaires à coups de « développement local », de « développement culturel » et d'« animation socioculturelle » ⁽¹⁰⁾ ?

En 2002, l'Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (Attac), fondée quatre ans plus tôt, obtenait son agrément en tant qu'association nationale de jeunesse et d'éducation populaire. Et, soudain, un contraste apparaissait : si Attac fait de l'éducation populaire en informant sur l'économie, en expliquant les inégalités et en proposant des moyens d'y remédier, alors que font les autres ?

On peut ainsi distinguer deux conceptions de l'action par la culture : l'« action culturelle », qui vise à rassembler autour de valeurs « universelles », consensuelles (l'art, la citoyenneté, la diversité, le respect, etc.). Et l'éducation populaire, qui vise à rendre lisibles aux yeux du plus grand nombre les rapports de domination, les antagonismes sociaux, les rouages de l'exploitation ⁽¹¹⁾. La crise économique pourrait bien dissiper les mirages de l'une et remettre l'autre au goût du jour.

FRANCK LEPAGE

dans le Monde Diplomatique - Mai 2009

www.monde-diplomatique.fr/2009/05/LEPAGE/17113

FRANCK LEPAGE

Ancien directeur du développement culturel à la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture. Auteur et interprète de la conférence théâtrale *L'Éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu...*, 2007 (Le Cerisier, Cuesmes, Belgique), et membre de la coopérative d'éducation populaire Le Pavé.

(1) Selon la définition de Mlle Nicole Lefort des Ylouses, instructrice d'éducation populaire recrutée en 1944 par Mlle Faure.

(2) L'âge de la majorité civile est passé de 21 ans à 18 ans en 1974.

(3) A l'exception notable de M. Roger Bambuck, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports de 1988 à 1991.

(4) Philippe Urfalino, *L'Invention de la politique culturelle*, La Documentation française, Paris, 1996.

(5) Marie-Ange Rauch, *Le Bonheur d'entreprendre. Les administrateurs de la France d'outre-mer et la création du ministère des affaires culturelles*, La Documentation française - ministère de la culture, Paris, 1998.

(6) Françoise Tétard, « L'éducation populaire : l'histoire d'un rattachement manqué », dans *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux, 1959-1969*, Comité d'histoire du ministère de la culture, La Documentation française, Paris, 1996.

(7) Alain Brossat, *Le Grand Dégoût culturel*, coll. « Non conforme », Seuil, Paris, 2008.

(8) Jean-Paul Curnier, *Manifeste*, Léo Scheer, Paris, 2000.

(9) Contrairement à la France, l'éducation populaire, politique et critique, prospère dans certains pays d'Amérique latine et demeure ancrée dans le mouvement social en Belgique ou au Québec.

(10) Lire le « Dico de la langue de bois » sur le site Le pavé.

(11) Cf. « Le travail de la culture dans la transformation sociale : une offre publique de réflexion du ministère de la jeunesse et des sports sur l'avenir de l'éducation populaire », La Documentation française, Paris, 2001.

doit être choisie ; il faut donc que chacun puisse y réfléchir. L'instruction scolaire des enfants n'y suffit pas. Les années 1930 en Allemagne et la collaboration en France ont démontré que l'on pouvait être parfaitement instruit et parfaitement nazi. Le ministère de l'éducation nationale convient donc qu'il incombe à la République d'ajouter un volet à l'instruction publique : une éducation politique des jeunes adultes.

Les conventionnels de 1792 l'avaient déjà compris : se contenter d'instruire des enfants créerait une société dans laquelle les inégalités seraient fondées sur les savoirs. « *Tant qu'il y aura des hommes qui n'obéiront pas à leur raison seule, qui recevront leurs opinions d'une opinion étrangère, en vain toutes les chaînes auraient été brisées, tonne le marquis de CONDORCET à la tribune de l'Assemblée nationale, le 20 avril 1792. Le genre humain restera partagé en deux classes : celle des hommes qui raisonnent et celle des hommes qui croient, celle des maîtres et celle des esclaves.* » Le député de l'Aisne, à qui l'on attribue généralement la paternité de l'expression « éducation populaire », propose de poursuivre l'instruction des citoyens « pendant toute la durée de la vie ». Mais cela ne saurait suffire. Quand CONDORCET évoque (déjà !) cette « *partie de l'espèce humaine* » astreinte dans les « *manufactures* » à « *un travail purement mécanique* » et pointe la nécessité pour ces individus de « *s'élever* », de « *connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs* », il ne s'agit plus seulement d'instruction mais d'éducation politique.

Ces deux dimensions, pas toujours conciliables, fondent l'ambiguïté de l'« éducation populaire ». Pour les classes moyennes à l'origine des mouvements laïques tels que la Ligue de l'enseignement (1881), il s'agit d'éduquer le peuple en appoint de l'école ou de pallier l'absence de celle-ci. Une seconde acception renvoie à toute forme d'éducation émancipatrice dont la forme serait populaire. Elle revendique l'héritage des expériences d'éducation critique et politique qui traversent le mouvement ouvrier à la fin du XIXe siècle (syndicalisme révolutionnaire, bourses du travail).

A bord du navire qui vogue sans phares vers la France, Mlle FAURE songeait plutôt à la seconde... Ainsi après Auschwitz - à cause d'Auschwitz -, on envisage à nouveau l'éducation politique des jeunes adultes. Mlle FAURE et GUÉHENNO recrutent des professionnels de la culture populaire issus du théâtre (HUBERT GIGNOUX, HENRI CORDREUX, CHARLES ANTONETTI, JEAN ROUVET...), de la radio (PIERRE SCHAEFFER), du cinéma, de la photographie, du livre (JEAN NAZET), des arts plastiques ou de la danse, de l'ethnologie, etc. Leur mission : inventer les conditions d'une éducation critique des jeunes adultes par les moyens de la culture populaire, ou encore « *susciter par la réflexion et la pratique une attitude propice à l'éducation des adultes* »⁽¹⁾.

En 1944 naît au sein de l'éducation nationale une direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse, vite rebaptisée direction de l'éducation populaire et des mouvements de jeunesse. « Jeunesse » ne signifie pas encore « adolescence » - ce sens apparaîtra dans les années 1960 : un « jeune », en 1945, est un adulte de 21 ans⁽²⁾. Parallèlement est instituée une direction des arts et lettres. JEANNE LAURENT, ancienne

résistante, s'y emploiera à décentraliser le théâtre. Interrogée sur leurs rapports, Mlle FAURE souligne à quel point les deux problématiques étaient différentes : « *JEANNE LAURENT, c'était les beaux-arts... Nous, c'était la culture, la démocratie.* » Une distinction appelée à s'effacer...

La petite administration de l'éducation populaire durera moins de quatre ans. Après le début de la guerre froide, la lutte entre gaullistes et communistes s'envenime. L'éducation des jeunes adultes constitue vraisemblablement un enjeu tel qu'aucun des deux protagonistes ne veut risquer que l'autre la contrôle. En 1948, on s'accorde sur sa fusion, « *pour mesure d'économie publique* », avec la direction de l'éducation physique et des activités sportives dans une impayable « *direction générale de la jeunesse et des sports* », matrice du ministère souvent confié depuis à de non moins impayables sportifs (M. BERNARD LAPORTE), généralement ignorants des questions d'éducation populaire⁽³⁾. En d'autres termes : il n'y aura pas de service public d'éducation démocratique, critique ou politique des jeunes adultes en France. Ils feront plutôt du kayak !

GUÉHENNO démissionne, Mlle FAURE retourne en Algérie diriger un service d'éducation populaire non rattaché au sport.

Les affaires culturelles victimes d'une roulette russe

Pourtant, une impulsion a été donnée. Dès les années 1950, les instructeurs d'éducation populaire recrutés par Mlle FAURE rêvent de quitter le sport, dont ils n'ont que faire, et imaginent la création de leur propre ministère. Leur sous-directeur, ROBERT BRICHET, esquissera même en 1956 le projet d'un « *ministère des arts* ». Pour cela, il faut acclimater le concept de « *ministère de la culture* », expérimenté par des pays totalitaires, pour en faire un ministère de la culture démocratique. Un ministère de l'éducation populaire en somme. Qui nommer à sa tête ? Du côté des instructeurs, on pense au philosophe CAMUS, directeur d'une maison de la culture à Alger, fondateur du théâtre du travail et adepte de la création collective contre la création individuelle.

L'histoire en décidera autrement. Parvenu au pouvoir, le général DE GAULLE veut récompenser la fidélité d'ANDRÉ MALRAUX, ministre de l'information sous la IV^e République et directeur de la propagande du Rassemblement du peuple français (RPF), fondé par le général en avril 1947. Débute alors une sorte de roulette russe institutionnelle dont l'éducation populaire sortira perdante. En 1959, le président de la République demande au chef du gouvernement, MICHEL DEBRÉ, de trouver un ministère pour son chantre officiel. MALRAUX demande un grand ministère de la jeunesse, domaine encore très sensible après Vichy ; on le lui refuse. Il réclame la recherche sans plus de succès. Puis il demande la télévision et essuie un troisième refus. Se souvenant du projet de « *ministère des arts* », DEBRÉ lui propose en désespoir de cause un ministère des affaires culturelles. MALRAUX accepte⁽⁴⁾. On y rassemble le cinéma, les arts et lettres, l'éducation populaire et ses instructeurs nationaux. Le directeur du cabinet de MALRAUX, PIERRE

MOINOT, ami de Mlle FAURE, lui fait savoir la bonne nouvelle et l'invite à les rejoindre.

Contrairement à une idée reçue, l'auteur de *La Condition humaine* n'a pas « *créé* » ce ministère, qu'il n'a au demeurant pas réclamé. Son administration est bâtie par des fonctionnaires rapatriés de l'outre-mer qui, après la décolonisation, sont affectés aux affaires culturelles⁽⁵⁾. Efficaces mais idéologiquement marqués par leur expérience précédente, ils influencent la doctrine du ministère. Lequel aura vocation à irradier à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières le feu de la grandeur nationale. Puissance de la France à l'international et pouvoir symbolique de l'État dans les régions ; apologie de l'élite et du génie français. Un ministère profondément antipopulaire.

Les instructeurs d'éducation populaire qui pensaient avoir obtenu leur ministère ont perdu la partie. D'abord rattachée à MALRAUX en même temps que la direction des beaux-arts, la sous-direction de l'éducation populaire retourne définitivement à la jeunesse et aux sports⁽⁶⁾. La coupure sera désormais établie entre culturel et socioculturel, entre « *vraie* » et « *fausse* » culture que seul l'État sera fondé à départager. Beaucoup attendaient que la gauche arrivant au pouvoir abolisse cette césure. Il n'en fut rien.

Cette histoire-là est plus connue : loin de rompre avec la vision élitiste et de reformuler la question culturelle sur des bases progressistes (tout le monde est producteur de culture, celle-ci n'étant rien d'autre qu'un rapport social), la gauche des années 1980 propulse la figure de l'artiste à des hauteurs jusque-là inconnues. Après le tournant libéral de 1983, la Culture majuscule réduite aux beaux-arts devient l'étendard d'un Parti socialiste qui, sur le plan économique, ne se distingue plus guère dès lors qu'il se résigne à faire le « *sale boulot* » de la droite. Mieux : l'action culturelle se substitue à l'action politique, comme l'illustre la commémoration du bicentenaire de la Révolution, le 14 juillet 1989.

Mis en scène par le publicitaire JEAN-PAUL GOUDE, le défilé intitulé « *les tribus planétaires* » présente chaque peuple non par un symbole de ses conquêtes politiques, de sa quête d'émancipation ou de la domination qu'il subit, mais par son signe « *culturel* » le plus anecdotique et le plus stéréotypique : les Africains nus avec des tam-tams, les Anglais sous la pluie, etc. Fin de la Révolution. Fin de la Politique. Fin de l'Histoire. Vive la Culture.

Rendre lisibles à tous les antagonismes sociaux

Ce type de « *culture* » a remplacé la politique parce que la fonction du « *culturel* » est précisément de tuer le politique⁽⁷⁾. Dépolitisée, réduite à l'esthétique, une culture n'est ni meilleure ni pire qu'une autre culture : elle est « *différente* ». Le politique est l'affirmation d'un jugement de valeur. Le « *culturel* » est son anéantissement et la mise en équivalence généralisée sous l'empire du signe. La condamnation des violences faites aux femmes - l'excision, par exemple - est un geste « *politique* » : elle affirme qu'une société qui décrète l'égalité